

– Les solutions commencent avec nous –

# Voix de personnes à faible revenu en Ontario



Photo: James Master, The Sun Times

**Rapport du projet «Mettre fin à la pauvreté» mené par Campagne 2000  
et par le Centre pour la sécurité du revenu**

**Décembre 2008**

# Table des matières

Introduction.....	2
Faits saillants du rapport.....	4
Tout commence par un rêve.....	7
Agir maintenant en instaurant de vrais changements.....	8
Des solutions clés	
- Revenu.....	9
- Emplois.....	12
- Éducation et formation.....	15
- Assistance sociale.....	18
- Investir dans les enfants.....	21
- Déplacements.....	23
- Logement.....	25
- Soins de santé.....	27
Reconnaître la diversité.....	29
Inclure les personnes à faible revenu.....	31
Conclusion.....	34
Annexe I: Autres rapports.....	36
Annexe II: Partenaires de projet.....	37
Annexe III: Objectifs et activités du projet.....	38

Formatted: Distributed

Formatted: Left

Formatted: Distributed

## Introduction

Au début de 2008, en réponse à l'annonce du dépôt par le gouvernement ontarien d'une nouvelle stratégie globale de réduction de la pauvreté avant la fin de l'année, le Centre d'action pour la sécurité du revenu (CASR) et Campagne 2000 ont entrepris un projet de deux ans qui a déjà changé l'approche de la réduction de la pauvreté après seulement un an de travail.

Au début du printemps, alors que le Comité du Cabinet ontarien sur la réduction de la pauvreté amorçait son processus de consultations dans toute la province, le CASR et Campagne 2000 se sont associés avec des cliniques juridiques et des organisations communautaires et autres de Toronto et de tout l'Ontario pour s'assurer qu'on entende la voix des personnes à faible revenu et qu'elles puissent continuer à recevoir des appuis dans leur travail de lutte contre la pauvreté dans leurs communautés. [On trouvera à l'annexe II la liste de tous les partenaires du projet.]

Le 4 décembre 2008, le gouvernement ontarien rendait finalement publique sa très attendue Stratégie de réduction de la pauvreté. Dans cette politique, le gouvernement s'engage à réduire la pauvreté des enfants de 25 % au cours des cinq prochaines années et à faire rapport quant à ses progrès. Les initiatives annoncées comprennent la création d'un Fonds Perspectives communautaires pour soutenir les communautés locales qui ont des idées pour réduire la pauvreté, des fonds additionnels pour la Stratégie Perspectives Jeunesse en vue d'offrir aux enfants des quartiers prioritaires un meilleur accès aux emplois et à la formation, un financement continu des banques d'aide au loyer pour assister les personnes confrontées à un risque d'expulsion ainsi que l'adoption de mesures législatives visant les agences de placement temporaire et l'embauche de plus d'agents des normes d'emploi en vue d'aider les employés à recevoir l'argent qui leur est dû. Le gouvernement s'est également engagé à réviser les programmes d'aide sociale et de soutien aux personnes handicapées pour réduire les nombreux obstacles qu'elles doivent surmonter et créer plus d'occasions de quitter l'aide sociale en trouvant un emploi.

Cette stratégie marque un point tournant dans la discussion sur la pauvreté. En divulguant sa stratégie, le gouvernement ontarien reconnaît que la lutte contre la pauvreté est un sujet complexe qui requiert un plan. C'est la première fois qu'il définit une cible et un échéancier pour réaliser son plan. Chose tout aussi importante, il esquisse un rôle des gouvernements et assume une part de responsabilité quant à la croissance évidente de la pauvreté en Ontario, plutôt que de simplement blâmer les pauvres.

Il manque cependant à ce plan de nombreux éléments concrets sur les moyens de réaliser son objectif de réduire la pauvreté des enfants en cinq ans et sur les montants d'argent qu'il investira. Le gouvernement n'explique par non plus comment il entend réduire la pauvreté des personnes sans enfants et celle des communautés plus susceptibles que les autres de vivre dans la pauvreté, comme les personnes handicapées, les mères seules, les Autochtones, les collectivités racisées et les nouveaux immigrants. Voilà exactement où notre projet entre en jeu.

C'est notre partenariat avec des personnes vivant dans la pauvreté qui fait l'originalité de ce projet. Entre mai et septembre 2008, le CASR et Campagne 2000 ont rencontré 290 personnes à faible revenu à Windsor, Ottawa, Thunder Bay, Sault Ste. Marie et Owen Sound, de même que des femmes à Rexdale, des jeunes à Scarborough, des familles de Somalie et de l'Asie du Sud à Scarborough, des personnes handicapées, des jeunes autochtones et des familles vivant à Toronto. [On trouvera à l'annexe III une description des objectifs et de la méthodologie du projet.]

Plutôt que de nous contenter d'écouter les gens décrire leurs problèmes et de laisser ensuite les décisionnaires politiques et les gouvernements y improviser des solutions, nous avons demandé aux gens eux-mêmes d'exprimer leurs propositions pour mettre fin à la pauvreté, de définir les changements les plus urgents qui s'imposaient dans leurs communautés et de collaborer avec nous et avec les organisations locales pour susciter des actions à tous les paliers de gouvernement et dans leurs propres collectivités.

Ce rapport décrit notre première année d'activité. Il résume les expériences et les suggestions que nous ont confiées des personnes à faible revenu de toutes les régions, dans le contexte plus large de discussions ayant eu lieu autour de plusieurs tables de concertation en Ontario. Il regroupe nos réflexions collectives sur l'orientation que nous devons toutes et tous adopter pour bâtir – et réaliser – une stratégie efficace de réduction de la pauvreté en Ontario.

C'est le commencement d'une discussion que nous prévoyons poursuivre avec les personnes vivant dans la pauvreté et avec toutes celles et ceux qui voudront bien se joindre à nous. Que vous soyez politicienne, enseignant, leader d'une confession religieuse, employeur, travailleuse de première ligne, analyste des politiques, aide judiciaire, journaliste ou fonctionnaire, nous espérons que, comme nous, vous trouverez quelque chose dans ce rapport qui vous inspirera à vous impliquer et à participer, de concert avec les personnes à faible revenu, aux efforts visant à vaincre la pauvreté dans votre communauté.

## Points saillants du rapport

*Ce rapport identifie plusieurs thématiques clés ayant émergé des échanges entre le CASR, Campagne 2000 et des personnes à faible revenu de tout l'Ontario. Voici un aperçu des points saillants de ce que nous avons entendus et qui seront élaborés plus avant dans ce rapport.*

### **Agir maintenant en instaurant de vrais changements**

L'annonce d'une Stratégie de réduction de la pauvreté par le gouvernement ontarien est un point tournant de l'histoire de l'Ontario mais nous avons besoin de changements concrets maintenant, pas dans des années. Annoncer un plan de réduction de la pauvreté sans y adjoindre les fonds nécessaires, ou en reportant de plusieurs années l'instauration de changements et de programmes, équivaudrait à laisser tomber les personnes à faible revenu. Les gens vivant dans la pauvreté nous ont dit que la Stratégie de réduction de la pauvreté sera jugée en fonction de son impact sur leurs vies, qu'ils aient des enfants ou soient célibataires, vivent dans des villes ou des villages, reçoivent l'aide sociale ou travaillent, ou qu'ils soient des jeunes, des aîné-es, des hommes, des femmes, des Autochtones, des personnes de couleur, des nouveaux arrivants ou des personnes handicapées.

### **L'argent, c'est important**

Au travail, au chômage ou vivant avec une incapacité, nous avons entendu haut et fort que les personnes à faible revenu ne peuvent attendre plus longtemps. Pour les gens vivant dans la pauvreté, obtenir plus d'argent est un élément incontournable de toute stratégie de réduction de la pauvreté. Le plus important pour les personnes à qui nous avons parlé n'était pas de savoir comment cela allait se produire mais bien «Combien?», «Quand?» et «À qui?»

### **Des emplois, des emplois, des emplois**

Des emplois à plein temps dotés d'un salaire suffisant pour vivre, d'avantages sociaux et d'une sécurité d'emploi doivent absolument faire partie de toute stratégie de réduction de la pauvreté. Les personnes à faible revenu nous ont dit que toute stratégie d'emploi devait intégrer une lutte contre le racisme et la discrimination sur les lieux de travail et la réduction des obstacles à l'entrée sur le marché du travail, particulièrement pour les personnes de couleur, les Autochtones, les personnes handicapées, les jeunes et les parents seuls.

### **Éducation et formation ouvrent des portes**

Terminer son secondaire et pouvoir accéder à des ressources de perfectionnement et de formation sont perçus comme des éléments importants d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Les jeunes, les personnes handicapées, les sans-emploi et les nouveaux arrivants suggèrent que les occasions d'éducation et de formation doivent être individualisées pour résoudre les divers obstacles qu'affrontent les gens dans leur vie et pour leur permettre de trouver les genres d'emploi souhaités après leurs études. On a également souvent mentionné la flexibilité et le soutien nécessaires pour compléter des études ou une formation.

### **Transformer l'aide sociale**

L'aide sociale ne fonctionne ni pour les sans-emploi ni pour les personnes vivant avec une incapacité. Les prestataires d'Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées se sont dit-es démoralisé-es par le nombre incalculable de règlements

punitifs qui les enlisent dans la pauvreté plutôt que de les aider à s'en sortir. Ils et elles pensent que ces deux programmes doivent être transformés pour devenir plus positifs et individualisés, en vue d'aider les gens à surmonter les divers obstacles qu'ils affrontent dans leurs vies.

### **Investir dans les enfants**

Les parents parlent de leurs enfants avec fierté mais souhaiteraient avoir de quoi faire plus pour les aider à grandir et se réaliser. Les mères seules, en particulier, ont expliqué qu'il leur est très difficile de travailler faute d'accès à des services de garde abordables. Elles ont dit compter sur les prestations gouvernementales comme la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation ontarienne pour enfants mais continuer de gratter les fonds de tiroirs pour payer les «extras» comme les programmes parascolaires et les camps d'été, s'il en existe dans leurs communautés. Elles souhaitent plus de haltes-garderies et de subventions pour des services de garde, des augmentations des prestations gouvernementales pour enfants, plus de programmes post-scolaires et d'apprentissage précoce et plus d'occasions récréatives pour leurs enfants.

### **N'oubliez pas les déplacements**

Le transport est incroyablement important pour les personnes vivant dans la pauvreté, que ce soit pour des rendez-vous, le travail, l'école, l'épicerie, la lessive ou les visites aux parents et aux connaissances. Dans les plus grands centres, les gens ont réclamé de meilleurs transports en commun, en demandant spécifiquement qu'on améliore le service de soir et de nuit et qu'on réduise le coût des cartes d'autobus, surtout pour le personnel de quarts et les personnes ayant de longues distances à parcourir en se rendant au travail. Dans les régions rurales, les gens estiment qu'il serait préférable d'éliminer les tarifs d'autobus durant les heures creuses et d'aider les municipalités à organiser des groupes de covoiturage ou à recruter des conducteurs bénévoles. Les personnes handicapées pensent que l'amélioration de l'accessibilité des transports adaptés devrait devenir plus prioritaire et se produire beaucoup plus rapidement.

### **L'importance d'un CHEZ-SOI**

L'aide gouvernementale pour parer au coût élevé des loyers et des services publics est considérée comme cruciale. Mais avoir un vrai chez-soi – pas seulement un logement – est également important pour les personnes avec qui nous avons parlé. La question de se sentir au chaud et en sécurité dans leurs domiciles et leurs communautés a souvent été mentionnée dans nos conversations. Les gens pensent que les gouvernements doivent investir dans la construction de logements sociaux plus abordables et mieux adaptés, réparer les logements subventionnés existants, financer des suppléments au loyer et aborder le problème du surpeuplement des maisons d'hébergement.

### **La pauvreté rend malade**

Les gens vivant dans la pauvreté sont très conscients que leurs régimes alimentaires ne sont généralement pas très sains et peuvent entraîner de graves problèmes de santé. Beaucoup de personnes souffrent déjà de problèmes de santé et s'inquiètent de ce que leur régime ne soit en train de les tuer parce qu'elles ne peuvent se permettre de mieux manger, ou tout simplement de manger. Elles suggèrent la mise sur pied de jardins communautaires, de coopératives alimentaires locales, de cuisines communautaires et de programmes de petits-déjeuners pour les enfants, comme moyens pour les communautés locales de faire leur part. Elles considèrent également important d'augmenter l'aide gouvernementale pour défrayer le coût des

médicaments, des soutiens et fournitures médicales, de programmes de traitement des toxicomanies et d'un accès à des soins de santé en chiropractie et en naturopathie. Dans les régions rurales, le plus grave problème touchait le manque de médecins de famille et les délais interminables pour la consultation de spécialistes.

### **Reconnaître la diversité et passer à l'action**

Les personnes handicapées, les Autochtones, les jeunes, les mères seules et les personnes de couleur sont beaucoup plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Même si elles affrontent plusieurs des obstacles auxquels font face les autres pauvres, elles doivent en plus surmonter le racisme et beaucoup de stéréotypes, tant dans les milieux de travail que dans la société en général. Dans sa Stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement ontarien doit s'en prendre à l'inégalité en élaborant des programmes ciblés destinés aux groupes marginalisés, avec des cibles anti-pauvreté spécifiques et des échéanciers pour évaluer qui en a bénéficié et qui n'y a pas eu accès.

### **Ne rien faire à notre sujet sans notre apport**

Les personnes à faible revenu ne veulent pas être écartées de la conversation. C'est le message que nous avons entendu partout. Les personnes vivant dans la pauvreté veulent participer à la solution. Elles veulent être incluses, pas seulement consultées. Elles veulent que leur voix soit entendue et respectée. Elles veulent partager leurs idées et apporter leur passion, leur créativité et leurs nombreuses compétences à l'éradication de la pauvreté.

## **Tout commence par un rêve...**

La pauvreté est un problème complexe qui va exiger une foule de solutions différentes. En commençant à nous réunir, partager nos idées, imaginer des solutions, envisager des initiatives à long terme et des premières étapes, il sera important, en plus de vouloir réduire la pauvreté, d'imaginer la société où nous aimerions vivre. Vaincre la pauvreté, c'est bien plus qu'une question d'argent. Il s'agit de rêves, d'espoir et d'occasions. Nous avons demandé aux gens à faible revenu de nous dire ce que seraient leurs vies si la pauvreté prenait fin. Certains de leurs rêves sont terriblement modestes. D'autres ressemblent à ceux que nous avons tous et toutes pour nous-mêmes et pour nos familles. Leurs réponses nous ont fourni un portrait frappant des coûts de la pauvreté et une vision de l'avenir, du genre de société que nous pourrions devenir si nous saisissons l'occasion qui se présente de réduire la pauvreté de manière significative.

*J'aurais un rôle et de la valeur dans la société.  
Je pourrais avoir une place, des choix et des occasions.  
Je pourrais être en couple, avoir une relation.  
On ne me jugerait pas en fonction de ma situation.  
Je vivrais sans crainte et sans inquiétude.*

*J'aurais un emploi permanent avec des avantages.  
J'aurais un emploi dans mon domaine, comme avant.  
Je serais propriétaire de mon entreprise.  
Je n'aurais pas de dettes, j'aurais des épargnes.  
Je rembourserais les dettes de mes parents.*

*Tout le monde aurait assez à manger – personne ne souffrirait de la faim.  
On vivrait dans des immeubles plus jolis que les logements communautaires de Toronto.  
J'aurais un endroit sécuritaire et abordable où habiter avec mon enfant.  
J'aurais ma propre chambre à coucher.  
Il y aurait des épiceries près de chez moi.  
J'achèterais une maison à ma mère.*

*Je n'aurais pas à m'inquiéter des soins donnés à mes enfants.  
Les enfants seraient heureux, confiants et réussiraient.  
Il y aurait un espace de création artistique pour les jeunes.  
Il y aurait des garderies sécuritaires et abordables dans mon quartier.  
Tous les membres de ma famille auraient de quoi aller à l'université.*

*Les gens ayant des problèmes d'apprentissage pourraient apprendre à leur rythme.  
J'aurais mon propre véhicule accessible.  
La fin de la violence et de la discrimination envers les handicapé-es, les aîné-es et les femmes.  
Égalité pour les Autochtones – être traité en égaux par les personnes derrière les bureaux.  
Égalité des femmes – on serait sur un pied d'égalité avec les hommes.*

*Je pourrais prendre des vacances.  
Je pourrais visiter ma mère à Sault Ste. Marie.  
Je pourrais avoir un passe-temps.  
Je pourrais me permettre d'envoyer mon fils au hockey.*

## **Agir maintenant en instaurant de vrais changements**

Le 4 décembre dernier, lorsque le gouvernement provincial a annoncé une Stratégie de réduction de la pauvreté comprenant une cible, de véritables échéanciers et des mesures concrètes, Campagne 2000 et le CASR, qui exigeaient un engagement depuis fort longtemps, y ont vu un grand pas en avant. Nous n'avons pas retrouvé le même optimisme dans bon nombre des ateliers que nous avons organisés.

Les gens nous ont carrément dit que lorsque vous peinez depuis des années à payer votre loyer et que vous avez contemplé un frigo vide plus souvent qu'à votre tour, votre niveau de confiance dans les gouvernements tombe très bas. Les gens nous ont dit qu'ils jugeraient ce plan en fonction de son impact sur leurs vies, qu'ils aient des enfants ou soient célibataires, vivent dans des villes ou des villages, reçoivent l'aide sociale ou travaillent, ou qu'ils soient des jeunes, des aînés, des hommes, des femmes, des Autochtones, des personnes de couleur, des nouveaux arrivants ou des personnes handicapées.

Pensent-ils que le gouvernement doit s'occuper de tout? Non. Les gens que nous avons consultés pensent que les personnes et les communautés peuvent coopérer de plusieurs manières pour mettre fin à la pauvreté. En fait, depuis le début du projet, certains nous ont dit faire déjà partie de tables rondes et d'événements anti-pauvreté organisés dans leurs communautés. Mais il leur est impossible d'agir sans aide. Tous les paliers de gouvernement doivent s'asseoir à ces tables.

***« Le gouvernement doit jouer son rôle pour résoudre la pauvreté si on veut que les communautés et les personnes puissent prendre des mesures pour la réduire. »***

**- Participante à l'atelier de Rexdale destiné aux femmes**

## **L'argent, c'est important**

**«La pauvreté c'est... trop de mois à la fin de l'argent.»**

**- Participante à l'atelier de Thunder Bay**

C'est la réponse que nous avons obtenue durant l'un des premiers ateliers, à Thunder Bay, lorsque nous avons demandé aux gens de mettre en commun leurs expériences de la pauvreté. Dans chacun des dix ateliers que nous avons organisés, l'argent – ou le manque d'argent – est constamment revenu sur la table.

Une aînée d'Ottawa a parlé du peu d'argent dont elle disposait pour vivre.

**«Après avoir payé mon loyer, il m'arrive de ne pas pouvoir acheter mes médicaments.»**

**- Participante à l'atelier d'Ottawa**

À Toronto, une femme qui utilise un scooter et qu'une préposée au soutien personnel assiste dans sa vie quotidienne a décrit avec passion sa lutte pour payer le loyer, manger et se procurer les soutiens dont elle a besoin avec seulement 999 \$ par mois, le montant de son allocation d'invalidité. Selon le rapport sur le marché locatif en Ontario publié au printemps 2008 par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un studio se loue en moyenne 752 \$ par mois à Toronto, ce qui ne laisse pas grand chose pour se nourrir de façon nutritive, se rendre à des rendez-vous médicaux ou acheter d'autres nécessités.

Les personnes assistées sociales se débrouillent avec encore moins. Les célibataires prestataires d'Ontario au travail se demandaient comment ils étaient censés pouvoir reprendre pied dans la vie avec seulement 560 \$ par mois.

**«Un assisté social ne touche que 560 \$. Il faut payer les factures. Le loyer coûte 500 \$, ce qui ne laisse que 60 \$ par mois. Comment s'en sortir?»**

**- Participant à l'atelier de Toronto destiné aux jeunes**

Une mère de Sault Ste. Marie a raconté comment elle tente d'élever sa fille avec les 904 \$ par mois qu'elle reçoit de l'aide sociale. Elle doit chaque jour éviter de marcher sur des seringues usagées devant la porte de son édifice mais n'a pas assez d'argent pour déménager. Une autre mère a demandé pourquoi le gouvernement provincial déduisait le montant de sa pension alimentaire de son chèque d'aide sociale.

Même un emploi à plein temps ne met pas les gens à l'abri de la pauvreté. À Owen Sound, une jeune maman a expliqué combien il est difficile de prendre un congé de maternité lorsqu'on travaille au salaire minimum, fixé à 8,75 \$ l'heure, et qu'on ne touche que 55 pour cent de son salaire pour s'occuper d'un nouveau-né. Elle a souligné qu'elle était déjà dans la pauvreté lorsqu'elle travaillait à plein temps, et à plus forte raison sur l'assurance-emploi.

Que les gens travaillent ou reçoivent l'aide sociale, avoir plus d'argent leur semble de toute évidence un élément essentiel d'une quelconque stratégie de réduction de la pauvreté. Avec le coût croissant des loyers, des services publics et des aliments de base comme le riz, l'huile et le lait, comparé à la stagnation des taux d'aide sociale et du salaire minimum depuis dix ans, les gens trouvent de plus en plus difficile de simplement survivre. On pouvait clairement entendre le stress et l'urgence dans les voix de nos répondant-es.

Les promesses gouvernementales d'augmenter le salaire minimum sont trop peu trop tard pour les gens à qui nous avons parlé. Le salaire minimum actuel est fixé à 8,75 \$ l'heure et devrait augmenter graduellement à 10,25 \$ en 2010. À ce rythme, même en 2010, une personne travaillant 35 heures par semaine ne gagnerait que 15 925 \$ par an avant impôt, un montant de 3 011 \$ inférieur au seuil actuel de pauvreté. Cela n'avait pas de sens pour les gens qui ont participé à nos ateliers, particulièrement de la part de gouvernements qui font la promotion de l'emploi comme solution à la pauvreté.

Nos répondant-es voulaient voir le salaire minimum porté à 10 \$ l'heure immédiatement, puis indexé annuellement au coût de la vie. Voici quelques-unes de leurs autres suggestions intéressantes et innovatrices:

- Augmenter les prestations d'assurance-emploi et en faciliter l'accès à un plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs
- Augmenter les prestations de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail (CSPAAT)
- Augmenter les prestations gouvernementales de retraite pour les personnes âgées
- Faciliter à tout le monde l'ouverture d'un compte en banque pour leur éviter de devoir changer leurs chèques à grands frais auprès d'entreprises d'encaissement de chèques
- Annuler les frais de service facturés par les banques pour les retraits et l'échange de chèques
- Réviser les pratiques des entreprises d'avance sur salaire et des compagnies d'assurances qui exploitent le désespoir des gens et facturent des taux d'intérêt exorbitants
- Diminuer l'impôt et la TPS pour les pauvres et augmenter l'impôt des entreprises
- Diminuer les taxes sur les produits essentiels comme les services publics et les articles de toilette
- Permettre aux enfants de recevoir la Prestation canadienne fiscale pour enfants jusqu'à 21 ans
- Augmenter les prestations pour enfants

Les participant-es aux ateliers ont également réclamé passionnément une augmentation des taux d'aide sociale. Par le passé, les politiciens ont allégué que le public n'appuyait pas une hausse des prestations d'aide sociale (Ontario au travail) et d'incapacité (Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées), malgré le fait que les bénéficiaires vivent des milliers de dollars sous le seuil de pauvreté. Les prestations que les gens reçoivent aujourd'hui d'OT n'ont pas été bonifiées depuis 1988 et cela ne tient même pas compte de l'inflation. Les prestations d'incapacité ont été gelées pendant 10 ans et ont ensuite augmenté de 9 % au cours des quatre dernières années – à peine assez pour couvrir la hausse du coût de la vie, sans reprendre le terrain perdu au cours de la décennie précédente.

***«Les gens doivent comprendre que tout le monde ne peut pas travailler. Mon incapacité est invisible mais elle m'empêche de conserver un emploi. N'ai-je pas droit à une vie décente?»***

**- Participante à l'atelier d'Ottawa**

Campagne 2000 et le CASR ont entendu haut et fort que l'argent était très important. Nous avons été étonnés que les gens ne se soucient pas tellement de la manière dont cet argent leur parviendrait. Ce qu'on voulait savoir, c'était «Combien?», «Quand?» et «Pour qui?» Il s'agit d'une distinction importante que nous avons prise en compte.

Le Centre pour la sécurité du revenu, par exemple, est très engagé dans une réforme de l'aide sociale et explore actuellement des façons de mettre plus d'argent dans les poches des bénéficiaires d'OT et du POSPH. Nos discussions avec des personnes à faible revenu de toute la province nous ont aidés à réaliser que nous n'avons pas à nous limiter à une seule stratégie, mais devrions envisager toute une gamme de possibilités. Comme première étape, nous avons suggéré d'apparier les niveaux de prestations au coût de la vie dans le prochain budget provincial. Nous voulons aussi voir réviser les règlements de l'aide sociale et du soutien aux personnes handicapées pour permettre aux prestataires de conserver une plus grande part de leurs épargnes et de leurs gains s'ils travaillent, ne serait-ce que quelques heures par semaine.

À plus long terme, nous avons commencé à demander que l'aide sociale soit entièrement transformée en programme visant à pallier réellement la pauvreté, plutôt que d'être délibérément rendue invivable pour forcer les gens à rallier le marché du travail. Suite aux recommandations des personnes à faible revenu, nous demandons au gouvernement provincial d'augmenter les revenus des gens pour qu'ils puissent combler leurs besoins de base, peu importe où ils vivent. Nous explorons l'idée d'un Conseil des taux d'aide sociale autorisé à définir un niveau de vie «suffisant» en utilisant des critères rationnels et en recommandant ensuite des barèmes correspondants. Mais nous examinons également d'autres options, comme une nouvelle allocation-logement pour toutes les personnes à faible revenu, assistées sociales ou employées, afin de les aider à payer les loyers du marché.

En écoutant les personnes à faible revenu, nous avons réalisé que dans cette situation, la voie à suivre est moins importante que le résultat final. Que l'argent provienne de l'aide sociale, de salaires bonifiés, d'une nouvelle allocation-logement ou de la Prestation ontarienne pour enfants n'est pas le plus important. Ce qui compte pour les personnes vivant dans la pauvreté, c'est d'abord quel montant recevront-elles, dans combien de temps pourront-elles toucher cet argent et seront-elles admissibles à tout nouveau programme ou prestation annoncés.

Que les gens travaillent, reçoivent l'aide sociale ou bénéficient de prestations d'incapacité, ils et elles nous ont dit ne pouvoir attendre plus longtemps. À leurs yeux, la légitimité d'une stratégie de réduction de la pauvreté va se mesurer à des changements tangibles, à court terme et pas dans des années. Ce qui compte, en bout de ligne, c'est que les gens aient plus d'argent dans leurs poches.

## Des emplois, des emplois, des emplois

Tout le monde veut un emploi – un emploi à plein temps qui paye bien et offre de bons avantages sociaux. Le problème, c'est que ce genre d'emploi est de plus en plus difficile à trouver et que la situation ne fera qu'empirer à mesure que s'accroissent les mises à pied dans le secteur manufacturier ontarien et que la province glisse vers une récession.

À Windsor, les participant-es ont exprimé leurs préoccupations quant aux mises à pied dans l'industrie automobile et l'effet domino prévisible sur l'économie locale. Les gens étaient frustrés et en colère de voir les entreprises obtenir l'argent des contribuables pour créer des emplois et, par la suite, simplement fermer boutique ou reprendre leurs activités à l'étranger dans des pays où les règlements sur la protection de l'environnement sont beaucoup plus permissifs et les droits des travailleuses et travailleurs beaucoup moins protégés. À Sault Ste. Marie et Thunder Bay, les participant-es ont parlé des problèmes qu'entraîne le fait de vivre dans des villes qui dépendent d'une seule industrie et où des mises à pied récurrentes accompagnent la chute du prix des marchandises sur le marché mondial.

***«Cette réalité peut frapper n'importe qui. J'ai des proches qui ont perdu leur maison et déclaré faillite... des gens qui n'auraient jamais cru que ça pouvait leur arriver.»***

**- Participant à l'atelier de Windsor**

À Rexdale et Scarborough, où beaucoup de participantes étaient des femmes de couleur et de nouvelles arrivantes, le sous-emploi est un problème majeur. Bon nombre de femmes diplômées dans leur pays d'origine n'avaient pu trouver d'emploi dans leur domaine. Plusieurs occupaient des emplois occasionnels ou à temps partiel dans des manufactures ou des commerces, ou gardaient des enfants à domicile.

***«Les entreprises d'ici ne veulent pas me donner ma chance parce que je n'ai pas d'expérience de travail au Canada.»***

**- Participante à l'atelier de Rexdale destiné aux femmes**

Arrivée au Canada depuis plusieurs années, une femme de Scarborough a dit n'avoir jamais pu obtenir autre chose que des contrats temporaires. Toutes les personnes présentes ont acquiescé lorsqu'elle a expliqué combien il est difficile de vivre quand on ne gagne que le salaire minimum et qu'on passe constamment d'un emploi temporaire à l'autre. S'il arrive quoi que ce soit, on n'a pas d'économies pour résister. Une femme de Rexdale a vécu une telle expérience. Elle a fondu en larmes en racontant ce qui s'était passé quand son mari s'est blessé à la manufacture où il travaillait. Après avoir épuisé ses congés de maladie et ses prestations d'invalidité de courte durée, il demeurait trop malade pour travailler et le couple devait se débattre pour payer ses comptes.

Bien que différentes, les expériences des jeunes autochtones et non autochtones de Scarborough étaient tout aussi troublantes. Des jeunes d'aussi peu que 12 ans ont dit vouloir trouver un emploi à temps partiel pour aider leurs mères. D'autres plus âgés ont dénoncé le

racisme et les stéréotypes qu'ils devaient affronter à cause de l'adresse inscrite sur leur CV ou de la couleur de leur peau.

**«Vous faites des demandes d'emploi et on vous refuse parce que vous vivez dans des logements communautaires.»**

**- Participant à l'atelier de Toronto destiné aux jeunes**

**«Le profilage racial – on vous pose des questions sur vos antécédents et vous savez déjà que vous n'obtiendrez pas cet emploi.»**

**-- Jeune participant autochtone**

L'atelier avec les personnes handicapées nous a fait découvrir toute une autre perspective. Bon nombre des participant-es recevaient des prestations d'incapacité (Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées). La frustration était palpable dans la salle pendant que ces personnes décrivaient leurs tentatives d'accéder à des soutiens à l'emploi pour trouver du travail et déploraient de ne se voir offrir que des emplois mal payés. En outre, si elles parviennent tout de même à obtenir un emploi, elles perdent la moitié de chaque dollar gagné puisque le gouvernement provincial le déduit à chaque mois de leur prestation d'incapacité. Certaines personnes ont expliqué qu'en raison de la nature de leur incapacité, ou du fait que les employeurs n'accommoderaient jamais leurs besoins, la possibilité de travailler ne faisait tout simplement pas partie de leur réalité.

**«Mon frère ne peut pas imaginer des gens vivant dans la pauvreté, même s'il a une soeur handicapée qui vit bien en dessous du seuil de pauvreté. Il gagne 30 \$ l'heure. Si vous gagnez bien votre vie, vous ne pouvez pas comprendre pourquoi les autres ne pourraient pas le faire aussi.»**

**- Participante à l'atelier de Toronto destiné aux personnes handicapées**

Il est évident que des emplois à plein temps, dotés d'un salaire suffisant pour vivre, d'avantages sociaux et d'une sécurité d'emploi, doivent absolument faire partie de toute stratégie de réduction de la pauvreté. Les gens à qui nous avons parlé voulaient voir le salaire minimum porté immédiatement à 10 \$ l'heure, des changements instaurés à l'assurance-emploi pour y élargir l'admissibilité et aux normes d'emploi (qui n'offrent actuellement que peu de protection aux travailleuses et travailleurs temporaires) et un accès assuré à de meilleures occasions d'éducation et de formation, pour pouvoir obtenir de bons emplois plutôt que des emplois sans avenir.

Ils ont également souligné l'importance de lutter contre le racisme et la discrimination qui les empêchent de trouver du travail. De nombreuses recherches ont démontré que les personnes de couleur, les Autochtones, les nouveaux arrivants, les personnes handicapées, les jeunes et les mères seules sont beaucoup plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les autres, et plus susceptibles d'occuper des emplois précaires. Les nouveaux arrivants voulaient que les employeurs reconnaissent leurs titres internationaux de compétence et leurs expériences de

travail à l'étranger plutôt que de leur demander de refaire une formation ou d'acquérir une expérience au Canada. Le travail bénévole est souvent la seule façon de répondre à ces exigences et beaucoup de nouveaux immigrants n'ont pas les moyens de se le permettre. Les participant-es à Rexdale, où un nouveau projet de commerce au détail et de loisirs est en préparation, voulaient s'assurer que les emplois iraient à des gens de la région. Les femmes réclamaient l'équité salariale pour gagner les mêmes salaires que les hommes faisant un travail similaire ou équivalent. Et les personnes handicapées voulaient accéder à des soutiens à l'emploi pour les aider à obtenir des emplois adaptés à leurs compétences et à leurs intérêts plutôt que des emplois au salaire minimum. Elles voulaient également que les employeurs fassent plus pour accommoder les besoins des personnes handicapées et s'assurent que les lieux de travail sont entièrement accessibles.

## Éducation et formation

La recherche et l'innovation, l'éducation permanente, investir dans les gens; ces expressions à la mode reflètent en réalité un consensus croissant voulant que l'éducation et la formation sont essentielles, non seulement pour mettre fin à la pauvreté, mais aussi pour bâtir une économie solide ouvrant à l'Ontario les portes de l'avenir.

Plusieurs des jeunes autochtones à qui nous avons parlé ne fréquentaient pas l'école ou bien y éprouvaient de graves difficultés. Un jeune homme habitait dans un refuge. À Scarborough, une jeune fille de 12 ans a dit vouloir trouver un emploi pour aider sa mère. Des jeunes plus âgés ont déploré ne pouvoir aller au collège ou à l'université sans contracter d'énormes prêts étudiants, qu'ils avaient peur de ne jamais pouvoir rembourser.

***«Si vous ne pouvez pas payer pour vos études, vous devez contracter des prêts étudiants. Puis, vous obtenez votre diplôme et ne trouvez pas d'emploi. Vous vous retrouvez avec des dettes, dont vous devez aussi payer les intérêts.»***

**- Participante à l'atelier de Scarborough destiné aux jeunes**

Les participant-es à l'atelier autochtone ont également dit qu'il était important de souligner que l'université n'est pas gratuite pour les Autochtones, comme on le croit généralement. Les conseils de bande autochtones disposent d'un financement limité aux frais de scolarité collégiaux et universitaires et la priorité est accordée aux personnes vivant sur les réserves (Premières Nations). Les élèves ne savent jamais si leur programme sera financé jusqu'au bout ou s'ils pourront obtenir de l'argent pour poursuivre une maîtrise ou un doctorat. Bon nombre d'étudiant-es autochtones ressentent également beaucoup d'isolement et d'aliénation en quittant leur petite communauté pour fréquenter l'école secondaire, le collège ou l'université dans une ville éloignée, ce qui les pousse souvent à abandonner leurs études.

Les deux ateliers de jeunes que nous avons organisés étaient axés sur des programmes jeunesse, soit ceux de la Toronto Community Housing Corporation et des Native Child and Family Services. Le mentorat était au coeur de ces deux programmes, le personnel et des jeunes plus âgés agissant comme modèles pour les plus jeunes. Un des principaux objectifs était d'encourager les jeunes à rester à l'école – ou à y retourner. Les participant-es comptaient sur de tels programmes pour aider plus d'enfants de familles à faible revenu à obtenir le genre d'éducation et de formation nécessaires pour trouver de meilleurs emplois. Ils et elles misaient également sur l'élimination des frais de scolarité, plus de programmes parascolaires, des programmes d'éducation et de formation dans les centres d'hébergement et de détention pour jeunes, des activités récréatives, des programmes de niveau secondaire pour les élèves plus âgés, des bourses postsecondaires, des prêts et bourses, des droits de scolarité moins élevés, des taux d'intérêt plus faibles sur les prêts étudiants et des modalités de remboursement plus flexibles.

Quant aux personnes handicapées, elles pensent également que des mesures ciblées les aideraient à faire face aux obstacles qu'elles doivent surmonter pour accéder à une éducation postsecondaire et à des programmes de formation.

***«Je me suis fait dire (par mon agent du POSPH) que si j'avais d'assez bons résultats scolaires pour obtenir une bourse d'études, je n'étais probablement pas suffisamment handicapée pour avoir besoin de prestations du POSPH.»***

**- Participante à l'atelier de Toronto destiné aux personnes handicapées**

Le recensement de 2001 indique qu'en Ontario, seulement 38,3 pour cent des hommes handicapés et 24,8 pour cent des femmes handicapées travaillent à plein temps toute l'année. En Ontario, 244 000 personnes handicapées comptent actuellement sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées pour un soutien de revenu. Beaucoup de participant-es à nos ateliers recevaient des prestations du POSPH et ne travaillaient pas ou travaillaient très peu, malgré leur souhait de rejoindre la population active. Comme cinquante pour cent de chaque dollar gagné est déduit de leur chèque du POSPH à chaque mois, certaines personnes ont dit que cela ne valait pas la peine de travailler, particulièrement si on considère le tort additionnel fait à leur santé. Elles pensent également que l'éventail de programmes d'emploi auxquels elles peuvent accéder par le POSPH est très limité et que ces programmes servent surtout à les diriger vers des emplois mal payés. Certaines ont suggéré que des services de mentorat en milieu de travail et des services de placement dans les domaines qui les intéressent – de même que l'éducation et la formation nécessaires – leur seraient plus utiles. Elles croient également que les gouvernements doivent faire plus pour encourager les employeurs à embaucher des personnes handicapées et rendre leurs lieux de travail plus accessibles. Elles ont suggéré que des personnes handicapées devraient être embauchées pour faire des présentations sur le sujet et collaborer avec les employeurs.

Les prestataires d'Ontario au travail croient également qu'un soutien plus individualisé et de meilleures occasions d'éducation et de formation seraient efficaces. Selon les règlements en vigueur, les bénéficiaires d'OT doivent chercher activement du travail, faire du bénévolat, améliorer leur éducation ou participer à une formation pour éviter de perdre leur droit aux prestations. Ce qui leur donne donc l'impression de devoir accepter le premier emploi disponible, même si c'est un emploi au salaire minimum qui ne les avancera pas à grand chose. Les participant-es veulent avoir accès aux programmes de formation offerts par l'assurance-emploi (AE) où les prestataires peuvent recevoir des subventions pour des programmes postsecondaires et de recyclage dans des carrières plus lucratives. Ils pensent également qu'un élargissement des critères d'admissibilité à l'AE pourrait leur éviter d'avoir recours à l'aide sociale lors d'une prochaine mise à pied. Les règlements sont actuellement tellement restrictifs que, selon le Caledon Institute of Social Policy, seulement 29 pour cent des sans-emploi en Ontario reçoivent de l'assurance-emploi.

Les nouveaux arrivants au Canada, particulièrement les résidents permanents, se sont dits frustrés que les employeurs leur demandent une formation ou une expérience de travail canadiennes. Ils trouvent encourageant le récent financement accordé par le gouvernement pour aider les professionnels formés à l'étranger à trouver des emplois dans leur domaine. Ils croient que des services de placement et de mentorat les aideraient également à trouver des emplois mieux payés.

Le CASR et Campagne 2000 ont trouvé enthousiasmant l'éventail de possibilités à explorer pour aider les personnes vivant dans la pauvreté à trouver des emplois assez rémunérateurs pour vivre décemment. Nous avons immédiatement pensé au 1,2 milliard de dollars en argent frais que le gouvernement fédéral transfère à l'Ontario pour aider les sans-emploi non admissibles à l'AE. Ce financement est administré par le biais d'une Entente sur le marché du travail coordonnée par le Ministère de la formation et des collèges et universités et fournira une occasion d'aborder certains des problèmes que vivent les personnes à faible revenu dans le système actuel.

En nous basant sur ce que nous avons entendu pendant nos discussions avec les personnes vivant dans la pauvreté, le CASR va presser le gouvernement provincial de garantir aux prestataires d'OT et du POSPH, et aux sans-emploi qui ne sont pas admissibles à l'AE, un accès aux mêmes services complets et individualisés de formation, d'éducation et de soutien à l'emploi, tout en s'assurant que les bénéficiaires plus vulnérables de l'aide sociale reçoivent les soutiens nécessaires pour accéder à ces services.

## Transformer l'aide sociale

À l'exception des résidents permanents, qui occupaient plutôt des emplois à faible salaire, et d'une partie des jeunes, qui fréquentaient l'école, la majorité des participant-es à nos ateliers recevaient l'aide sociale. Encore et encore, on nous a répété comment OT et le POSPH écrasent les gens. Anne Onesi d'Owen Sound nous a même fait un dessin qui résume comment se sentaient une majorité de nos répondant-es bénéficiaires de l'aide sociale ou de prestations d'invalidité.



Les prestataires d'OT nous ont dit qu'on ne leur permettait d'épargner que très peu d'argent. Par conséquent, s'ils réussissent à se trouver un emploi et se retrouvent ensuite mis à pied, ils auront trop peu d'économies et reviendront vraisemblablement à l'aide sociale. Dans la même veine, une jeune maman nous a dit que lorsqu'elle a fait une demande d'aide sociale, on l'a forcée à aller en cour pour exiger une pension alimentaire. Si elle gagne sa cause, sa fille n'en verra pas un sou. Chaque dollar de pension alimentaire sera déduit de son chèque d'aide sociale.

**Comment [MD1]: [INSERT TEXTS INTO PICTURE IF POSSIBLE]**

Avec Ontario au travail, j'ai échangé mes droits humains contre une allocation mensuelle. J'ai constamment peur d'être persécutée. Frappez-moi. Je suis à terre.

Ontario au travail  
banque alimentaire  
prestations

**«Pourquoi le gouvernement déduit-il la pension alimentaire de mon chèque d'aide sociale? C'est injuste pour moi et mes enfants.»**

**- Participante à l'atelier de Toronto destiné aux Autochtones**

Bien des prestataires du POSPH avaient vécu des histoires semblables. Certaines personnes ont raconté à quel point il était difficile d'obtenir des prestations du POSPH. Plusieurs trouvent le

processus de demande très compliqué, et il est difficile de rassembler toutes les informations médicales requises et de les remettre dans les délais prescrits. Alors que les prestataires ne sont pas obligés de chercher du travail, plusieurs ont cependant dit vouloir travailler, même si leurs forces ne leur permettent de le faire que quelques heures par semaine, pour gagner un peu d'argent en surplus et pouvoir socialiser avec des collègues. Mais le POSPH récupère la moitié de chaque dollar gagné. Une bénéficiaire nous a dit que lorsque ses deux enfants ont atteint 18 ans, elle a cessé de recevoir de l'argent pour eux, même s'ils fréquentaient toujours l'école et ne pouvaient pas se payer leur propre appartement.

**«Dans la communauté autochtone, votre enfant est votre enfant pour toujours et nous vivons ensemble, toute la famille. Mais le gouvernement pense que quand votre enfant atteint 18 ans, vous devriez le mettre à la porte.»**

**- Participante à l'atelier de Toronto destiné aux Autochtones**

Pour une femme autochtone, cela n'avait pas de sens. Et comme politique, nous ne voyons pas comment cela pourrait encourager des jeunes à rester au collège ou à l'université.

Des prestataires d'OT et du POSPH ont également dit que plusieurs des agents ayant supervisé leur cas au cours des années n'étaient pas intéressés par leurs problèmes et ne leur avaient offert que peu de soutiens et de ressources. En raison de la manière dont les programmes sont conçus, les agents avaient peu de temps à leur consacrer et devaient plutôt se concentrer sur la collecte de preuves d'identité, de billets provenant de leurs médecins, de reçus de services de garde, de talons de paye –, bref d'une quantité sans fin de documents qui doivent être fournis sous peine de se voir retirer ses prestations.

**«Les fonctionnaires doivent recevoir une formation adéquate et respecter les gens qui font appel à leurs services. Nous sommes des êtres humains et méritons d'être traités avec respect et dignité.»**

**--Participante à l'atelier de Sault Ste. Marie**

Les gens nous ont dit que d'être sur l'aide sociale leur faisait vivre de l'humiliation, de la colère et de la frustration. À leur avis, le programme serait beaucoup plus efficace s'il se mettait l'accent sur les obstacles et les défis à surmonter dans leur vie. Dans le cas d'OT, les prestataires voulaient simplement le genre de soutiens individualisés dont nous parlons dans ce rapport pour leur permettre de reprendre pied. Ils ont suggéré par exemple, que le simple fait de pouvoir se procurer dans la salle d'attente des dépliants décrivant les prestations et programmes pourrait les aider.

Les prestataires du POSPH souhaitaient que le programme soit mieux adapté à la nature de leurs incapacités et aux obstacles à leur intégration au marché du travail et à la communauté. En trouvant du travail et en quittant le POSPH, ces personnes voulaient savoir qu'elles ne seraient pas obligées de refaire une demande si elles étaient mises à pied ou devaient quitter leur emploi pour des raisons de santé. Elles voulaient également vivre dans la dignité, même si elles ne pouvaient pas travailler.

***«J'entends tout le temps dire que les assistés sociaux sont des paresseux. J'ai une raison de recevoir des prestations d'invalidité: je ne peux pas travailler à plein temps.»***

**-Participante à l'atelier de Sault Ste. Marie**

Lors de son introduction en 1998, Ontario au travail se voulait un programme de dernier recours qui ne dépannerait que pour une courte période les gens en recherche d'emploi. Les taux ont été réduits de 22 pour cent et conçus de façon à demeurer insuffisants. Comme nous l'ont dit les gens à qui nous avons parlé, les prestataires sont soumis à un nombre incalculable de politiques et règlements punitifs et conçus pour les expulser du système le plus rapidement possible. Quant au POSPH, il a été créé en 1998 pour offrir aux personnes handicapées un soutien au revenu et des services à long terme. Ce programme a aussi été délibérément conçu pour qu'il soit difficile d'y accéder, et les bénéficiaires subissent bon nombre des mêmes règlements, politiques et tactiques de surveillance que les personnes assistées sociales.

Nos discussions avec des personnes assistées sociales ont confirmé ce que le CASR et Campagne 2000 avaient appris auprès d'organismes communautaires et de cliniques juridiques dans nos réseaux. OT et le POSPH sont des produits basés sur une optique désuète de la sécurité du revenu qui enfonce les gens dans la pauvreté plutôt que de la résoudre. Après avoir entendu les expériences frustrantes des gens face à OT et au POSPH, nous savions, plus que jamais, que le temps était venu pour les gouvernements de développer une conception entièrement nouvelle de l'aide sociale. Aujourd'hui où le gouvernement provincial annonce son intention de réviser l'aide sociale, le CASR va insister pour qu'OT et le POSPH soient renommés et remaniés autour d'un objectif concret: sortir les gens de la pauvreté en offrant des soutiens efficaces aux personnes qui peuvent travailler, en s'assurant que celles qui ne le peuvent pas puissent vivre avec dignité.

## **Investissez dans les enfants – notre avenir en dépend**

Avec la hausse des frais de scolarité, les dépenses associées à la rentrée des classes, le camp d'été et les nouveaux vêtements, élever des enfants coûte cher. Tous les parents à qui nous avons parlé nourrissaient de grandes espérances pour leurs enfants mais avaient l'impression de les élever seul-es, avec peu de soutien d'un palier ou l'autre de gouvernement.

Les parents à qui nous avons parlé souhaitaient être en mesure de faire plus pour leurs enfants. À leur avis, des prestations gouvernementales comme la Prestation fiscale canadienne pour enfants, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le Supplément national de la prestation pour enfants et la Prestation ontarienne pour enfants ne suffisaient pas à leur permettre d'assurer à leurs jeunes le nécessaire pour grandir et pour prospérer, compte tenu des faibles montants reçus de l'assistance sociale ou de faibles salaires.

***«Au 'jour des hot dogs' de l'école, je vois bien que la moitié des enfants doivent s'en passer. Cela ne coûte qu'un dollar, mais il y a des gens pour qui c'est un montant énorme.»***

**-- Participante à l'atelier de Scarborough**

Les parents jugeaient nécessaire de hausser les prestations gouvernementales et de les ajuster annuellement à l'inflation. De plus, les mères et les jeunes souhaitaient bénéficier de plus de soutiens communautaires, comme des services de garde parascolaire, des haltes-accueil familiales et des programmes de soutien aux familles. On a aussi rappelé l'importance des camps d'été gratuits, des centres de loisir, de l'accès gratuit aux gymnases scolaires après les heures de classe, et des parcs et des terrains de jeux publics. Par exemple, les femmes que nous avons consultées à Rexdale ont mentionné le faible nombre de parcs et à quel point elles aimeraient disposer d'un parc où l'on trouverait des équipements de jeu pour les jeunes et des aires ouvertes où jouer au cricket et au soccer, pour que toute la famille puisse y passer la journée.

Nos interlocutrices ont aussi rappelé la promesse d'un programme national de services de garde. L'absence de garderies sécuritaires, abordables et de bonne qualité comptait parmi les plus vives préoccupations de beaucoup des femmes rencontrées lors de nos ateliers, et c'était un des principaux obstacles dans leur recherche d'un emploi. Que ce soit à Thunder Bay, Ottawa, Sault Ste. Marie, Windsor, Owen Sound ou Toronto, il était très difficile de faire garder des enfants, surtout pour les parents qui travaillaient le soir ou par postes.

***«La plupart des emplois sont du travail par postes, mais on n'a pas accès à des services de garde 24 heures.»***

**-- Participante à l'atelier de Sault Ste. Marie**

Trouver des services de garde à prix abordable s'avérait encore plus difficile. Les mères seules assistées sociales à qui nous avons parlé n'avaient pas l'impression de disposer de beaucoup de choix. Les services de garde subventionnés souffraient de longues listes d'attente. Les mères n'arrivaient pas à défrayer le plein coût de ces services avec un emploi au salaire minimum, mais c'étaient les seuls emplois qu'elles pouvaient trouver.

**«Quand tu as des enfants et que tu vas travailler, il faut que tu paies la garderie. C'est très coûteux. Et il faut attendre très longtemps (pour des subventions de services de garde) – tu attends entre un et trois ans.»**

**-- Participante à l'atelier de Scarborough**

Les nouvelles arrivantes étaient piégées dans des situations semblables. Les réfugiées – comme bon nombre des Somaliennes à qui nous avons parlé à Scarborough, grâce aux services d'une interprète – avaient plusieurs jeunes enfants et ne parlaient pas anglais. Privées de services de garde abordables et n'ayant accès ni à des cours d'anglais, ni à une démarche d'alphabétisation ou à une formation professionnelle, elles étaient confinées à une pauvreté extrême. À Rexdale, beaucoup des nouvelles arrivantes étaient maintenant résidentes permanentes et la plupart d'entre elles possédaient une formation et un diplôme post-secondaire, acquis dans leur contrée d'origine. Mais la majorité d'entre elles étaient condamnées à des emplois mal payés, précaires et à temps partiel, faute de pouvoir acquérir l'expérience canadienne de travail requise pour obtenir des emplois mieux payés dans leur domaine. Elles s'étaient même offertes pour du travail bénévole, mais n'avaient pas droit à des services de garde subventionnés à moins de posséder un emploi. Elles devaient donc accepter des emplois mal payés pour joindre les deux bouts, ou rester chez elles, frustrées et isolées pendant que leurs maris travaillaient – occupant parfois à deux ou trois emplois – pour la plupart à des salaires très faibles.

Pour les parents à qui nous avons parlé, une augmentation du nombre de places en garderie et des subventions à cet effet ferait beaucoup pour réduire la pauvreté des familles, et surtout celle des mères seules. On espérait aussi voir mis sur pied des services de garde pour les postes de travail de soir et de nuit, ainsi qu'avoir droit à des services de garde subventionnés lors de travaux faits à titre bénévole.

L'Ontario a besoin d'une stratégie nationale de services de garde qui fournirait des services abordables et de qualité à toutes les femmes qui en ont besoin et qui veulent travailler pour s'arracher à la pauvreté. Un investissement auprès des enfants est un investissement qui profite à chacune et chacun d'entre nous!

## **N'oubliez pas les déplacements...**

Se rendre d'un endroit à un autre lorsqu'on est pauvre est incroyablement compliqué, épuisant et coûteux. Nous l'avons constaté au CASR et à Campagne 2000 au moment de tenir nos ateliers. À Toronto, nous avons distribué des jetons d'autobus pour permettre aux gens de pouvoir y venir. À Owen Sound, les personnes habitant hors de la ville ont dû faire du co-voiturage ou se trouver des coupons de taxi pour se rendre à l'église où avait lieu l'atelier, vu l'absence de transport en commun entre Owen Sound et les comtés environnants. À Rexdale, où existe un service d'autobus, certaines participant-es sont arrivé-es en retard à cause de l'irrégularité du service dans leurs quartiers. Mais nous avons constaté le phénomène contraire lors de nos ateliers destinés aux personnes handicapées. Des gens en chaises roulantes y sont arrivés une heure à l'avance, faute de pouvoir compter à l'heure dite sur le service de transport adapté, leur seule option puisque beaucoup d'autobus et de stations de métro demeurent inaccessibles à ces personnes.

Même avant le début des ateliers, il était évident pour nous que l'enjeu du transport s'avérait crucial pour les personnes pauvres. Leurs récits l'ont confirmé. À Toronto, les gens nous ont parlé de l'impact des hausses de tarif récemment imposées au transport par autobus.

***«Les tarifs de la TTC ne cessent d'augmenter. La passe d'autobus coûte 109\$. Si je dépense 400\$ en passes d'autobus pour moi et mes enfants, cela ne me laisse pas grand chose.»***

**--Participante à l'atelier de Scarborough**

À Owen Sound, l'autobus ne passait qu'à toutes les demi-heures et le service prenait fin à 17 h 30 les jours de semaine. Il ne débutait qu'à 10 h le samedi matin, et il n'y avait aucun autobus le dimanche. Quant aux personnes qui avaient une voiture – une véritable nécessité quand on vit hors des villes –, elles craignaient de ne pouvoir acquitter les coûts croissants de l'essence, de l'assurance et des réparations. Autrement, leur seule option était de compter sur leur famille ou leurs amis, ou de prendre des taxis bien au-dessus de leurs moyens pour faire des courses ou se rendre à leurs rendez-vous chez le médecin.

Les personnes handicapées faisaient face à encore plus d'adversité. En région rurale, les gens aux prises avec un handicap physique dépendent de leur famille et connaissances – ou de taxis – pour respecter leurs rendez-vous. Deux handicapé-es visuel-les à qui nous avons parlé et qui vivent à la campagne nous ont dit que l'absence de transports en commun rendait quasi-impossible l'accès à un emploi. Même dans les grandes villes, comme Toronto et Ottawa, où existent des systèmes de transport adapté, ces ressources sont sous-financées et peu fiables. Il peut s'avérer très difficile de rejoindre un-e téléphoniste pour réserver un véhicule, et il n'y en a pas toujours suffisamment pour ramasser les gens à l'heure souhaitée. Des gens ont témoigné avoir été abandonnés à leur lieu de rendez-vous, incapables de rentrer à la maison.

L'ensemble des personnes présentes à l'atelier nous ont parlé de l'importance cruciale de pouvoir se déplacer, que ce soit pour aller à des rendez-vous, au travail, à l'école, à l'épicerie, au lavoir ou pour visiter des parents ou des connaissances. Dans les plus grands centres, les gens ont parlé de l'importance de meilleurs transports en commun, en demandant qu'on

améliore le service de soir et de nuit et qu'on réduise le coût des passes d'autobus, surtout pour le personnel de quarts et les personnes vivant à de longues distances de leur lieu de travail. À Owen Sound et Thunder Bay, on a suggéré que les municipalités permettent aux personnes à faible revenu de prendre l'autobus gratuitement durant les heures creuses et financent la mise sur pied de systèmes de co-voiturage pour que des chauffeurs bénévoles aident les résident-es de régions rurales à respecter leurs rendez-vous. Pour les personnes handicapées, il fallait absolument prioriser dans toutes les collectivités une plus grande accessibilité des transports adaptés et un financement qui suffise à répondre à la demande.

## L'importance d'un CHEZ-SOI

**«Je suis ici pour m'assurer que l'information recueillie va servir à quelque chose. Il nous faut prendre des mesures concrètes face au sans-abrisme et s'y mettre dès maintenant, avant le retour de l'hiver.»**

**-- Participante à l'atelier de Sault Ste. Marie**

Malgré de nombreuses promesses et engagements financiers du gouvernement depuis quelques années dans le dossier du logement abordable, très peu d'unités ont en fait été construites. Que ce soit à Windsor, Thunder Bay, Owen Sound, Ottawa, Sault Ste. Marie et Toronto, les gens nous ont dit que la majorité de leurs revenus allait au loyer. Beaucoup de nos répondant-es attendaient depuis des années sur des listes de logement social.

**«J'ai fait une demande de logement social. On m'a répondu par lettre qu'ils n'avaient de la place que pour les gens atteints de maladie mortelle. Qu'est-ce que je suis censée faire?»**

**-- Participante à l'atelier d'Ottawa**

Le fait d'avoir un chez-soi – et non seulement un logement – était important pour nos interlocuteurs et interlocutrices. Le logement, ce n'est qu'un toit, alors qu'une maison, c'est un endroit où l'on est au chaud, en sécurité et heureux. On ne se sent pas en sécurité quand il y a plein de seringues usagées sur le pas de la porte. On n'est pas au chaud lorsqu'on est incapable de se payer des services de gaz ou d'électricité dont les tarifs ne cessent d'augmenter. Et les infestations de souris, de coquerelles et de punaises ne sont pas plus un gage de bonheur que le fait de devoir combattre son propriétaire pour faire réparer un poêle ou des trous dans un plafond. C'était pourtant la réalité pour bon nombre de nos répondant-es.

Les personnes qui pouvaient se payer leur propre logis, comme les nouvelles et nouveaux immigrants de Rexdale arrivés à Toronto avec leurs économies, vivaient dans la terreur de perdre cet argent. Ils et elles nous ont dit ne pas avoir prévu éprouver autant de difficultés à trouver du travail dans leur domaine et n'avoir jamais imaginé devoir encore travailler à bas salaire plusieurs années après leur arrivée. Ils subissaient la crainte de réparations inattendues, ou de hausses d'impôts fonciers et du coût des services publics, faute de pouvoir faire face à de telles charges en plus de leurs versements d'hypothèque.

Les personnes qui se logent aux prix du marché se demandaient également comment boucler leur budget. À Toronto, il en coûte beaucoup plus que ce que reçoivent pour leur loyer les prestataires d'OT et du POSPH. Les personnes travaillant à faible revenu ont aussi de la difficulté à trouver du logement social. Les coûts élevés des services publics constituent aussi une source énorme de stress pour beaucoup de locataires, et ce particulièrement dans les communautés du Nord de la province, comme Thunder Bay et Sault Ste. Marie, où les hivers sont plus longs et plus froids.

Ceux et celles de nos répondants qui avaient la chance de disposer de logis à coût abordable ne se sentaient pas toujours aussi chanceux. Des jeunes de Scarborough nous ont parlé du stigmate d'habiter un logement social, où les édifices semblent toujours bruns et laids et le quartier a une réputation désolante aux yeux de leurs camarades. Une jeune fille a parlé de son rêve de ramasser tous les déchets qui encombraient le quartier. Une autre rêvait de voir les édifices être plus attrayants et colorés, moins décrépits. Un autre souhaitait voir cesser la violence et les meurtres dans son quartier. Ces jeunes voulaient pouvoir être fiers de leur environnement. Une de nos répondantes autochtones nous a dit vouloir aussi se sentir en sécurité. Son fils avait reçu une raclée en rentrant à la maison, dans un quartier situé près du parc Flemingdon.

Quand nous avons demandé aux participant-es de réfléchir à ce que leur vie aurait de différent si en s'éveillant un matin, leur pauvreté était chose du passé, nous avons eu la surprise de voir beaucoup de gens parler d'acheter une maison pour se sentir en sécurité. Il est clair que d'avoir un véritable chez-soi est aussi significatif pour les gens vivant dans la pauvreté que ce l'est pour les familles ordinaires de classe moyenne. Voilà pourquoi la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté doit inclure des mesures immédiates dans le domaine du logement. Voici quelques suggestions entendues lors de nos échanges:

- Commencer à bâtir des logements à coût abordable.
- Construire des logements accessibles et adaptés au soutien nécessaire aux personnes handicapées.
- Bâtir plus de logements coopératifs.
- Exiger des promoteurs immobiliers qu'ils incluent des logements à prix abordable dans leurs nouveaux projets de condominiums.
- Approcher l'organisme Habitat for Humanity, pour qu'il développe des terrains dans nos collectivités.
- Demander à des entreprises et bénévoles de régions rurales d'organiser des corvées de construction, où l'on bâtit rapidement une maison à plusieurs pour des sans-logis.
- Mieux financer les refuges en réponse à leur surpeuplement à Toronto et aider les sans-abri des collectivités rurales.
- Accorder des allocations-logement en attendant la création de suffisamment de logements à prix abordable.
- Remettre en état les logements sociaux.
- Mettre à l'amende les propriétaires délinquants.
- Collaborer avec nous à rendre nos quartiers plus sécuritaires.

De plus, on entend actuellement certains stratèges dire que le gouvernement devrait envisager la création d'une nouvelle allocation-logement qui serait versée à toutes les personnes à faible revenu, qu'elles soient assistées sociales ou au travail, pour les aider à louer un logis aux prix du marché. Cette nouvelle allocation viendrait compléter l'allocation-logement insuffisante présentement versée aux personnes assistées sociales.

## **Chaque jour une pomme, conserve son homme...**

Compte tenu de la hausse dramatique du coût d'aliments de base comme le lait, le pain et le maïs depuis un an, il n'est pas étonnant que la nourriture ait été mentionnée dans tous nos ateliers. Les pommes et autres fruits frais, les produits de grains entiers, la viande, le poisson, le lait et le jus d'orange – tous nécessaires à une bonne alimentation – sont tout simplement hors de portée pour beaucoup des gens rencontrés lors de nos ateliers, et particulièrement pour les personnes assistées sociales. Où que nous allions, la plupart des gens nous ont dit sauter des repas et compter sur les banques alimentaires à la fin du mois, faute d'argent pour l'épicerie. Certaines personnes vivaient des situations humiliantes. Une femme d'Owen Sound nous a dit qu'elle refusait de s'adresser à la banque alimentaire, pour ne pas être reconnue par des automobilistes puisque on la forçait à attendre en file à l'extérieur de l'édifice. D'autres personnes ont dit trouver frustrante la règle les limitant à une visite par mois, même quand leurs armoires étaient vides. Les gens nous ont dit devoir se contenter de ce qu'on leur donnait, même quand c'était un produit dont on n'avait aucune idée quoi faire. Et même là, on ne trouvait que des aliments en boîte, et il fallait encore acheter des aliments de base comme le lait et le pain, ou se résigner à s'en passer. À Scarborough, par exemple, nos interlocutrices se sont dites très inquiètes du coût élevé de l'huile à friture, du lait et du riz.

Personne ne voulait sauter des repas ou manger du «Kraft Dinner» soir après soir. Les gens étaient très conscients que leur régime était, en général, peu équilibré et pouvait conduire à de graves problèmes de santé, y compris du diabète, des infarctus et des ACV. Plusieurs d'entre eux éprouvaient déjà des problèmes de santé et s'inquiétaient de ce que leur régime les tuait littéralement. Des prestataires d'OT et du POSPH nous ont dit que leurs chèques étaient loin de suffire à leur permettre de manger convenablement. Des gens nous ont dit avoir déjà été admissibles à une somme supplémentaire chaque mois pour des aliments spéciaux liés à leurs besoins médicaux; mais le barème des besoins diététiques spéciaux avait été révisé en novembre 2005. Il exclut maintenant plusieurs problèmes de santé, et les montants versés pour beaucoup de maladies courantes ont aussi subi des compressions drastiques.

***«Si je bois du café cette semaine, il ne me reste pas de quoi acheter du pain la semaine prochaine.»***

**-- Participante à l'atelier de Thunder Bay**

Il ne manque pas de documentation sur les liens entre les carences alimentaires et les problèmes de santé, ou sur ce que coûte la pauvreté au système canadien des soins de santé. Comme le dit l'adage «Chaque jour une pomme, conserve son homme», investir dans des soins préventifs aujourd'hui permet d'économiser des millions de dollars demain. Nos ateliers ont débouché sur une foule de suggestions pour y arriver.

On a parlé, par exemple, de jardins communautaires, de coopératives alimentaires locales, de cuisines communautaires et de programmes de déjeuners d'enfants, comme processus d'entraide collective et comme façons de se procurer à prix abordables le genre d'aliments santé dont les gens ont besoin. Une autre idée lancée a été une démarche d'organisation pour amener des magasins d'alimentation dans les quartiers défavorisés.

Mais il a aussi été dit que les gouvernements avaient un rôle à jouer. Des gens ont suggéré un travail de collaboration avec les services de santé publique pour encourager les administrations municipales à mieux faire connaître les liens entre la pauvreté et les problèmes de santé, ainsi que ce qu'il en coûtera de ne rien faire pour réduire la pauvreté.

Encouragé-es par l'annonce par le gouvernement provincial de soins dentaires pour les employé-es à faible revenu, les participant-es à nos ateliers se demandaient tout de même quand allait débiter ce programme et pourquoi on ne l'avait pas étendu à d'autres soins de santé, la chiropratique, par exemple. Des personnes ont dit avoir de la difficulté à assumer le coût de leurs médicaments et ne pas toujours avoir de quoi les renouveler à l'échéance. Les bénéficiaires de prestations pour personnes handicapées ont décrit leur frustration à tenter d'obtenir du POSPH le paiement de fournitures et de services médicaux aussi essentiels que la réparation d'une chaise roulante ou des articles pour diabétiques.

On a aussi décrit comme essentiel l'engagement de plus d'omnipraticiens et de spécialistes, surtout dans les collectivités rurales comme Owen Sound, Thunder Bay et Sault Ste. Marie au Nord, où la plupart des gens ne trouvent pas de médecin de famille. Nos répondant-es ont échangé des histoires d'horreur sur leurs tentatives pour trouver un médecin qui les accepterait comme patient-es et les aiderait à remplir les formulaires requis pour voir reconnue leur incapacité. À leur avis, les intervenant-es santé devraient avoir l'obligation d'aider leur clientèle à remplir ces formulaires. De plus, beaucoup de gens se voient forcés d'aller chercher des soins à l'extérieur de leur collectivité, sans égard à leur incapacité financière. Dans le cas des personnes assistées sociales, par exemple, l'allocation de déplacements ne suffit pas à couvrir la hausse dramatique des frais d'essence.

À Sault Ste. Marie, un homme a suggéré la création d'un plus grand nombre de centres de désintoxication, surtout en régions rurales. Il a parlé d'amis qui avaient dû se rendre au Sud pour des traitements et a décrit les difficultés qu'ils avaient vécues à leur retour. Un autre participant a suggéré que l'on nettoie les maisons des gens avant leur retour des traitements, pour éviter que la vue d'une pipe de crack ou d'une bouteille d'alcool ne les repousse à la consommation dès leur retour. Lors de l'atelier des personnes autochtones, certain-es participant-es ont suggéré que les thérapies traditionnelles autochtones de guérison soient intégrées à plus de programmes de désintoxication, surtout dans les régions à fort peuplement autochtone.

Des personnes ont également parlé de leur lutte contre la dépression et d'autres problèmes de santé mentale, aggravés par le peu de soutien disponible. À leurs dires, les gens ne recevaient pas suffisamment d'aide pour s'orienter dans le système de santé mentale et y trouver le genre d'aide nécessaire, particulièrement en régions rurales et nordiques, où les choix s'avèrent plus limités. Des personnes souffrant d'incapacités ont aussi parlé des avantages de médecines douces comme l'acupuncture et la naturopathie, à qui elles attribuaient une réelle amélioration de leur santé, mais qui n'étaient pas remboursées par le système.

## Diversité et différence

Le Canada est un des pays les plus multiculturels, et Toronto est une des villes les plus diverses au monde. Il s'agit d'une qualité dont bien des Canadiens sont fiers, tout comme nos gouvernements. Pourtant, ce n'est que depuis peu que nous commençons à reconnaître le fossé qui grandit entre les possédants et les défavorisés. Une foule de recherches démontre que les personnes handicapées, les Autochtones, les jeunes, les mères seules et les personnes de couleur sont beaucoup plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Leurs voix sont intégrées à chaque section du présent rapport, mais il est aussi important de souligner que leurs vécus de pauvreté ont tous des caractères distinctifs.

Les personnes de couleur, les jeunes et les Autochtones présent-es à nos ateliers ont parlé de leurs expériences vécues du racisme et des stéréotypes, que ce soit aux mains d'employeurs, d'éventuels propriétaires, de policiers, du système scolaire ou des tribunaux. Pour ces personnes, la lutte contre la discrimination et les stéréotypes de tout genre doit faire partie de toute stratégie de réduction de la pauvreté. Quant aux personnes handicapées, elles veulent voir les gouvernements promouvoir plus efficacement une reconnaissance élargie de l'importance de toutes et chacun dans notre société et créer des lois anti-discrimination plus robustes et des sanctions plus sévères pour les délinquants.

Les participant-es autochtones entendu-es à Thunder Bay et à Sault Ste. Marie ont également parlé des problèmes particuliers aux Autochtones dans la lutte contre la pauvreté. On s'est inquiété du nombre d'Autochtones incarcéré-es et du taux élevé de décrochage des jeunes de ces collectivités. Certain-es jeunes Autochtones à qui nous avons parlé ont dit avoir trouvé utile l'accès aux procédures de pardon, aux programmes d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et aux programmes de mentorat et de leadership. À Thunder Bay, une femme a insisté sur l'importance que le gouvernement ontarien prenne en compte, dans sa stratégie de réduction de la pauvreté, l'impact d'injustices historiques comme les violences faites aux collectivités autochtones par le système des pensionnats.

***«J'ai un rêve – que mes deux filles échappent à la vie que j'ai dû mener.»***

**-- Participante autochtone à l'atelier de Thunder Bay**

Bon nombre des femmes à qui nous avons parlé, particulièrement les mères seules mais aussi des femmes mariées, nous ont dit que l'absence de services de garde à prix abordable était un des principaux problèmes entravant leur recherche d'un emploi. Tout en accueillant l'annonce par le gouvernement provincial du projet d'étendre à des journées entières les services de maternelle junior et senior, elles ont rappelé l'importance extrême de services de garde plus abordables, surtout pour les travailleuses de quarts. Des femmes ont également dénoncé certaines politiques des programmes OT et POSPH comme particulièrement préjudiciables aux femmes, par exemple, celle qui force les parents à s'adresser aux tribunaux pour la pension alimentaire des enfants, puis en déduit le plein montant de leurs chèques de prestations.

Des personnes handicapées et des célibataires ont fait valoir que beaucoup de mesures anti-pauvreté les laissent en plan, parce que centrées sur les familles. Des célibataires participant aux ateliers nous ont dit avoir trouvé frustrant de voir que la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté allait, du moins à ses débuts, mettre l'accent sur les enfants. Selon les statistiques du gouvernement provincial, 86 pour cent des personnes handicapées n'ont pas d'enfants. Ces personnes nous ont dit que l'amélioration du POSPH, une meilleure accessibilité des transports en commun et des lieux de travail et l'apport de meilleurs soutiens aux milieux de travail seraient les meilleures stratégies pour leur permettre d'échapper à la pauvreté.

Confronter la discrimination et l'inégalité en milieu de travail était aussi extrêmement important pour les personnes avec qui nous avons échangé. En effet, les personnes de couleur, les Autochtones, les handicapé-es, les jeunes et les femmes sont surreprésentées dans les emplois mal rémunérés. Selon les fiches d'information de la Colour of Poverty Campaign (voir Annexe I), les personnes racisées constituent plus de 40 pour cent du personnel des industries de la couture, du textile et de l'étoffe, plus de 36 pour cent des chauffeurs de taxi et de limousine et 42 pour cent des assembleuses de circuits électroniques. Trente-huit pour cent des femmes de couleur ne gagnent qu'un salaire de misère.

Les personnes nouvellement arrivées voulaient voir les employeurs reconnaître leurs titres internationaux et leur expérience de travail à l'étranger, au lieu de les forcer à reprendre leur formation au Canada ou à acquérir une expérience professionnelle ici. À Rexdale, où se bâtit un nouveau complexe de vente au détail et de divertissement, des personnes de couleur voulaient s'assurer que les emplois aillent à des résident-es de la collectivité. Les femmes réclamaient l'équité salariale, soit être payées le même salaire que des hommes faisant un travail identique ou équivalent. Et les personnes handicapées voulaient disposer de soutiens en milieu de travail pour accéder à des emplois reflétant leurs compétences et leurs intérêts, plutôt que des emplois au salaire minimum. Elles voulaient aussi que les employeurs répondent mieux aux besoins des personnes souffrant d'incapacités et veillent à ce que les lieux de travail soient entièrement accessibles.

La mise sur pied d'une stratégie de réduction de la pauvreté offre au gouvernement ontarien différentes occasions : en plus de reconnaître les divers visages de la pauvreté, il peut prendre des mesures pour pallier l'inégalité en créant des programmes ciblés en fonction des groupes marginalisés, et adopter des objectifs et des échéances spécifiques dans la lutte anti-pauvreté, afin de mesurer qui bénéficie ou non de ces mesures.

*«Comme nos réalités sont différentes,  
notre pauvreté l'est aussi.»*

**--Participante à l'atelier de Scarborough**

## **Ne rien faire à notre sujet sans notre apport**

Une chose que nous avons entendue haut et fort dans chacun de nos ateliers, c'est que les personnes à faible revenu veulent faire partie de la solution. Elles veulent y participer et non être seulement consultées. Elles veulent voix au chapitre – une voix entendue et respectée. Elles veulent y aller de leurs suggestions et apporter leur créativité, leur passion et leurs multiples compétences à la lutte contre la pauvreté.

«Ne rien faire à notre sujet sans notre apport». C'est une phrase que nous avons entendue à Ottawa et à Thunder Bay, et de nouveau lors de l'atelier organisé pour des personnes handicapées à Toronto. Ce sentiment a aussi été exprimé par bien d'autres personnes ailleurs dans la province. Il l'a parfois été avec défiance, reflétant la frustration de gens qui ne sentaient ni entendus ni respectés. À d'autres moments, ce souhait a été exprimé tout naturellement, comme s'il était impossible de douter que les personnes à faible revenu dussent participer à la mise sur pied de la stratégie provinciale de réduction de la pauvreté et s'assurer qu'elle soit mise en oeuvre en bon temps en réalisant son objectif allégué : réduire la pauvreté.

***«Nous avons la capacité de créer des collectivités durables. Il nous faut nous montrer solidaires et sortir de l'anonymat.»***

**--Participante à l'atelier de Sault Ste Marie**

C'est un conseil qu'ont pris à coeur les personnes engagées dans le projet. Malgré les défis que pose la pauvreté, notamment l'isolement et la lutte quotidienne pour leur survie, des personnes à faible revenu des 10 collectivités visitées au cours de l'été et de l'automne ont déjà amorcé un travail d'organisation anti-pauvreté dans leur milieu.

Les jeunes qui nous ont parlé à Scarborough apprennent des techniques de photographie et parcourent leur collectivité pour illustrer en photos la pauvreté au quotidien. La deuxième année du projet devrait comprendre l'inauguration d'une exposition et des échanges sur la façon de transposer cette expo en efforts pour réduire la pauvreté dans leur milieu.

À Scarborough, les familles somaliennes et sud-asiatiques rencontrées lors de notre atelier savaient peu de chose de l'engagement gouvernemental à une stratégie de réduction de la pauvreté. Mais elles ont montré beaucoup d'intérêt à écrire à leur député provincial, le rencontrer et en rendre compte à leur collectivité. En décembre, le Council for Agencies Serving South Asians a collaboré avec des membres de ces communautés à l'organisation d'une conférence de presse et d'un rassemblement pour réagir à la stratégie de réduction de la pauvreté annoncée par le gouvernement ontarien. On souhaitait encourager les personnes à réclamer des changements importants pour les communautés racisées et les nouveaux et nouvelles arrivantes.

À Rexdale, le centre des femmes local a organisé un débat élargi au mois d'octobre sur l'impact de la pauvreté dans leurs collectivités; elles ont identifié des enjeux prioritaires à aborder localement, soit les problèmes liés aux déplacements, à l'éducation et à l'emploi. Ces

femmes ont mis sur pied un comité consultatif chargé de guider le projet et ont choisi des porte-parole pouvant s'adresser aux médias.

À Thunder Bay, le Lakehead Social Planning Council s'est allié au Thunder Bay Economic Justice Committee, une organisation anti-pauvreté locale, pour promouvoir notre projet. Ces activistes ont organisé à l'automne une offensive médiatique pour faire connaître la perte des allocations de rentrée des classes et de vêtements d'hiver pour les personnes assistées sociales, et ont fortement incité les municipalités à compenser cette perte par de l'aide aux familles. En novembre, elles ont participé aux consultations pré-budgétaires du ministre des Finances et ont répondu aux questions des médias après l'annonce, en décembre, de la stratégie gouvernementale ontarienne de réduction de la pauvreté.

Dans la région d'Ottawa, nos partenaires ont organisé un deuxième atelier pour les personnes à faible revenu de la collectivité francophone et ils ont offert aux organisations une formation des formateurs pour les aider à susciter des discussions entre personnes à faible revenu, ici et là en ville, sur des façons de réduire la pauvreté. En prolongement de cet atelier, plusieurs des personnes impliquées ont formé une nouvelle organisation, le Réseau de réduction de pauvreté d'Ottawa, peu après l'annonce des consultations du gouvernement au sujet de sa Stratégie. Ensemble, elles ont organisé au mois de juin leur propre consultation sur la réduction de la pauvreté, à laquelle ont participé 200 personnes. Le rapport où furent compilées toutes leurs suggestions a été communiqué aux députés provinciaux de la région d'Ottawa. Des activistes d'Ottawa ont aussi intéressé les personnes à faible revenu à un débat multipartite sur la pauvreté, organisé durant la campagne électorale fédérale, et les ont invitées à voter lors de cette élection en octobre dernier.

À Toronto, l'ARCH Disability Law Centre a, par le biais de son bulletin communautaire, invité à une rencontre en janvier les personnes handicapées à faible revenu, afin de discuter de la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté et de façons efficaces de revendiquer des gains concrets pour les personnes handicapées. Lors de cet atelier, la revendication d'améliorations au Programme ontarien de soutien des personnes handicapées a été qualifiée de cruciale par les participant-es vivant avec des incapacités.

À Owen Sound, un homme nous a confié après l'atelier qu'il s'était détaché du militantisme anti-pauvreté parce que découragé des attaques lancées contre les pauvres et les personnes handicapées au cours des années 1990. C'était la première fois qu'il revenait à un tel événement, et il avait hâte de retrouver sa voix. Plus tard ce printemps, un Comité d'orientation pour la réduction de la pauvreté a été formé pour rassembler la clinique locale d'assistance juridique, l'organisation United Way, des groupes communautaires et des personnes vivant dans la pauvreté. Il s'agissait d'obtenir la tenue de consultations sur la réduction de la pauvreté à Owen Sound et dans la région environnante. Face à la réticence du député local, le Comité s'est allié au conseil intersyndical régional et à des organisations individuelles pour tenir leur propre consultation sur la réduction de la pauvreté. Ces activistes ont aussi invité des gagne-petit à une consultation organisée par la députée provinciale de Huron-Bruce, Carol Mitchell, et par un membre du Comité du Cabinet sur la réduction de la pauvreté. Le 17 octobre, Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté, ces activistes ont organisé un défilé et un rassemblement anti-pauvreté jusque en face de l'hôtel de ville et y ont tenu une soupe populaire, où furent diffusés des renseignements sur les services disponibles et sur la

stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté. Ces activités ont permis une importante visibilité médiatique. En novembre dernier, une coalition étendue Grey-Bruce a priorisé une collaboration étroite avec les défavorisé-es pour mieux sensibiliser les gens aux enjeux locaux de pauvreté et pour créer une stratégie anti-pauvreté à long terme pour la région d'Owen Sound.

À Sault Ste. Marie, suite à l'atelier, des personnes à faible revenu ont rencontré le député provincial David Oraziotti, qui s'est dit prêt à maintenir avec elles des contacts réguliers. Cet automne, elles ont formé un nouveau groupe anti-pauvreté intitulé «Voices of Action Against Poverty». Le groupe a commencé à se réunir régulièrement, élu un comité de direction et identifié des personnes prêtes à parler aux médias. Des membres du groupe ont assisté à l'enregistrement d'une émission de TV Ontario consacrée à l'économie locale, pour s'assurer qu'on y aborde le problème de la pauvreté. Le groupe lancera officiellement son rapport à un dîner de Noël organisé à Sault Ste. Marie le 18 décembre, où l'on attend 150 personnes, y compris les députés fédéral et provincial locaux, des représentant-es du conseil municipal, des prestataires de services et des personnes à faible revenu.

À Windsor, après l'atelier, la clinique juridique locale a aidé des personnes défavorisées à former des groupes de quartier pour s'atteler à des problèmes locaux et relier les gens à différents soutiens et services. Legal Assistance Windsor s'est aussi beaucoup impliquée dans des tentatives d'élaborer un cadre de réduction de la pauvreté pour le comté de Windsor-Essex, cadre qui a été endossé par le comté d'Essex et la Ville de Windsor. Ces personnes travaillent actuellement à la mise sur pied d'une Table de concertation locale de réduction de la pauvreté et à la création de groupes de travail pour créer des alternatives plus concrètes dans des domaines clés de la stratégie. Ces initiatives ont déjà suscité beaucoup d'attention médiatique et vont continuer à rassembler des participant-es à faible revenu.

Les personnes à faible revenu et nos partenaires organisationnels donnent l'exemple dans la dynamique de ce projet. Leur travail reflète un sentiment d'urgence. Les personnes aux prises avec la pauvreté nous ont dit ne pas pouvoir attendre plus longtemps. Nous sommes d'accord avec elles. Il est temps d'instaurer de vrais changements, d'adopter des mesures concrètes pour vaincre la pauvreté.



Des gens de Toronto et d'Ottawa profitent du Projet pour documenter leurs expériences et créer des stratégies à mettre en commun avec d'autres participant-es pour mettre fin à la pauvreté dans leur collectivité.

## Conclusion

Ce rapport reflète les voix de 290 personnes à faible revenu de partout en Ontario quant à ce qui s'impose pour mettre fin à la pauvreté dans notre province et il a pour contexte des échanges qui se poursuivent à des tables de concertation ici et là dans la province. C'est un appel à des mesures concrètes anti-pauvreté – de la part des gouvernements ontarien et fédéral, des employeurs, des administrations municipales et de chaque collectivité.

Ce rapport vaut surtout en raison des connaissances et de l'expérience de première main qu'il regroupe et de la passion avec laquelle les personnes à faible revenu ont mis en commun leurs suggestions de changement. De longues nuits passées en maisons d'hébergement, de longues journées face à un réfrigérateur vide et des années passées à se demander comment payer le loyer ont permis aux gens à faible revenu de connaître mieux que personne le fardeau étouffant de la pauvreté. Leurs expériences, leurs idées et leurs voix, réunies dans le présent rapport, constituent la clé d'une stratégie efficace de réduction de la pauvreté.

Nous lançons ce rapport dans l'espoir qu'il pourra enrichir la mise en oeuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté, publiée par le gouvernement ontarien le 4 décembre 2008, et amener les collectivités à faire place aux gens à faible revenu dans toutes leurs initiatives de réduction de la pauvreté. Nous savons que la conjoncture est difficile pour les gouvernements – et particulièrement pour celui de l'Ontario, qui subit le gros d'un ralentissement économique affectant la plupart des pays du monde. Mais comme le démontre un récent rapport de l'Association ontarienne des banques alimentaires sur les coûts de la pauvreté en Ontario, fermer les yeux sur ce problème s'avérerait encore plus coûteux.

Solidaires avec les personnes aux prises avec la pauvreté, le CASR et Campagne 2000 demandent aux politicien-nes de respecter leurs promesses eu égard à la pauvreté et d'écouter et de prendre en compte les expériences, les suggestions et les voix des personnes à faible revenu impliquées au sein de notre projet et de groupes anti-pauvreté dans toute la province. De plus, nous vous demandons, comme à tous les spécialistes des politiques avec qui vous collaborerez, de faire des personnes à faible revenu les partenaires des stratégies que vous mettrez sur pied.

Le CASR et Campagne 2000 savent d'expérience que ce partenariat bénéficiera à toutes les parties impliquées. Le projet a déjà aidé nos deux organisations à communiquer de façon plus significative avec les personnes vivant dans la pauvreté et à acquérir une perspective beaucoup plus détaillée de la façon dont cette pauvreté affecte différentes collectivités. Nous avons appris que vaincre la pauvreté aurait une allure bien différente dans des régions rurales comme Owen Sound que dans une grande ville comme Toronto. De manière semblable, nous avons pu confirmer ce que des statistiques nous apprenaient, à savoir que la pauvreté avait une allure très différente dans les communautés racisées, ainsi que pour les Autochtones, les mères seules, les jeunes et les personnes handicapées. Cette prise de conscience a son importance quand nous travaillerons avec les gouvernements à mettre sur pied des stratégies plus détaillées de réduction de la pauvreté au cours des années à venir.

Les auteur-es du présent rapport ont été ému-es et inspiré-es par les témoignages des personnes à faible revenu. Leurs récits et leurs rêves d'une vie meilleure nous ont apporté des solutions innovatrices pour vaincre la pauvreté, solutions qui nous auraient peut-être échappé si nous en étions resté-es aux cercles gouvernementaux et politiques. Mieux : ce que nous avons appris nous a contribué à mieux aligner nos propositions politiques et stratégiques sur les souhaits des personnes pour qui nous travaillons : celles qui vivent dans la pauvreté.

Au cours de l'année qui vient, Campagne 2000, le Centre d'action pour la sécurité du revenu, nos partenaires de projet à Toronto, Ottawa, Windsor, Owen Sound, Thunder Bay et Sault Ste. Marie, et les personnes à faible revenu engagées dans notre projet ont l'intention de rencontrer des politicien-nes et d'autres intervenants clés pour discuter de ce rapport et identifier des initiatives auxquelles nous pourrions commencer à travailler concrètement, soit dans le cadre de la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté, soit dans des initiatives locales à cet effet.

Bon nombre des recommandations formulées dans le présent rapport ont déjà été mises en oeuvre ailleurs, où elles ont bénéficié aux personnes à faible revenu. [Voir l'Annexe I pour une liste de rapports détaillant diverses recherches et stratégies anti-pauvreté.] Par exemple, la province de Terre-Neuve-et-Labrador a augmenté et indexé ses barèmes d'aide sociale, bonifié ses prestations pour médicaments et soins dentaires, éliminé les frais de scolarité du système public et multiplié les appuis à l'acquisition de compétences professionnelles. Le Québec dispose d'un réseau de services de garde à 7\$ par jour. On y a augmenté les allocations familiales et mis en place une prestation provinciale de soutien aux gagne-petit pour améliorer leur revenu d'emploi. Si ces changements peuvent se produire dans d'autres provinces et y faire une différence, nous savons qu'ils peuvent aussi être instaurés ici, en Ontario.

Il n'y a plus de temps à perdre. Nous voulons mettre fin à la pauvreté.

\*\*\*\*\*

## Annexe I: Autres rapports

### Rapports qui étayent et renforcent les opinions exprimées dans le présent rapport:

- Association ontarienne des banques alimentaires. (Décembre 2008). *Ontario Hunger Report 2008: The Leading Edge of the Storm*. [www.oafb.ca](http://www.oafb.ca)
- Association ontarienne des banques alimentaires. (Novembre 2008). *The Cost of Poverty: an Analysis of the Economic Cost of Poverty in Ontario*.
- Butler-Jones, Dr David. (Juin 2008). *Rapport sur l'état de la santé publique au Canada*.
- Campagne 2000. (Juillet 2007). *A Poverty Reduction Strategy for Ontario*. Document de discussion rédigé par Ontario Campagne 2000. [www.campaign2000.ca](http://www.campaign2000.ca)
- Campagne 2000. (Septembre 2007). *Summoned to Stewardship: Make Poverty Reduction a Collective Legacy*. Rédigé par Marvyn Novick. [www.campaign2000.ca](http://www.campaign2000.ca)
- City of Toronto. (Automne 2008). *Starting in the Right Place: A New Approach to Employment and Social Services in Toronto*.
- Coalition of Women's Organizations across Ontario. (Novembre 2008). *No Cherries Grow on Our Trees*.
- Colour of Poverty. (Septembre 2007). *Understanding the Racialization of Poverty in Ontario. Fact Sheet Series 1-10*.
- Colour of Poverty. (Mai 2008). *Colour of Poverty Shared Framework for Action*.
- Federation of Rental Housing Providers of Ontario, Association du logement sans but lucratif de l'Ontario, Greater Toronto Apartments Association, Daily Bread Food Bank, Metcalf Charitable Foundation et Atkinson Charitable Foundation. (Septembre 2008). *A Housing Benefit for Ontario: One Housing Solution for a Poverty Reduction Strategy*.
- Fondation du droit de l'Ontario. (Novembre 2008). *Fees for Cashing Government Cheques*.
- Mendelson, Michael. (Juillet 2006). *Aboriginal Peoples and Postsecondary Education in Canada*. The Caledon Institute of Social Policy.
- Ministère des services sociaux et communautaires. (Février 2008). *Rapport statistique du POSPH*.
- Ontario Physicians Poverty Work Group. (Mai 2008). "Poverty and Health: Why Poverty makes us sick. A physicians backgrounder". Dans l'Ontario Medical Review.
- Ornstein, Michael. (Mars 2000). *Ethno-Racial Inequality in Toronto: Analysis of the 1996 Census*. Institute for Social Research, Université York.
- Poverty Watch Ontario. (Septembre 2008). *Summary Report: Ontario Poverty Reduction Strategy Consultations*. [www.povertywatchontario.ca](http://www.povertywatchontario.ca)
- Stapleton, John. (Novembre 2007). *Why is it so tough to get ahead? How our tangled social programs pathologize the transition to self-reliance*. Publié par The Metcalf Foundation. [www.metcalffoundation.com](http://www.metcalffoundation.com)
- United Way of Toronto. (Novembre 2007). *Losing Ground: The Persistence of Family Poverty in Canada's Largest City*. [www.unitedwaytoronto.com](http://www.unitedwaytoronto.com)

## **Annexe II: Partenaires du projet**

Le «**Projet pour mettre fin à la pauvreté**» est un partenariat entre le Centre d'action pour la sécurité du revenu ([www.incomesecurity.org](http://www.incomesecurity.org)), Campagne 2000 ([www.campaign2000.ca](http://www.campaign2000.ca)) et des partenaires locaux, dont ceux-ci :

### **Ottawa**

- Réseau de santé des enfants et des adolescents de l'Est de l'Ontario
- Association canadienne pour la santé mentale  
– Ottawa
- Coalition des Centres des ressources et de santé communautaires d'Ottawa
- Alliance pour résoudre la question des sans-abri

### **Thunder Bay**

- Lakehead Social Planning Council
- Thunder Bay Economic Justice Committee

### **Sault Ste. Marie**

- Algoma Community Legal Clinic
- Collège universitaire Algoma, Département du développement communautaire, économique et social

### **Owen Sound**

- Grey-Bruce Community Legal Clinic

### **Windsor**

- Legal Assistance of Windsor

### **Toronto**

- ARCH Disability Law Centre
- Centre des femmes de Rexdale
- Council of Agencies Serving South Asians (CASSA)
- Toronto Community Housing Corporation, Youth Leadership Program: Creating Leaders in Chester Lea (CLIC)
- Native Child & Family Services

### Annexe III: Objectifs et activités du projet

Les collectivités de notre partenariat ont été choisies de façon à y assurer une représentation des régions, des perspectives urbaines et rurales, et des populations les plus marginalisées par la pauvreté, y compris les jeunes, les personnes handicapées, les communautés racisées, les nouveaux arrivants et les Autochtones.

Le CASR et Campagne 2000 ont aussi choisi des collectivités où s'était déjà manifesté un intérêt pour la mobilisation sur les enjeux liés à la pauvreté et des partenaires locaux capables d'appuyer les personnes à faible revenu prêtes à s'impliquer dans le processus. Nous avons déjà des liens de travail avec certains de ces partenaires, et d'autres ont été choisis parce que nous voulions bâtir de nouveaux réseaux et multiplier les organisations et collectivités avec qui nous menions déjà des activités de plaidoyer et de défense de droits.

Les objectifs du projet étaient les suivants:

- ✚ Échanger de l'information avec des gens à faible revenu de toute la province quant aux plans du gouvernement ontarien à l'égard d'une stratégie de réduction de la pauvreté.
- ✚ Aider des personnes à faible revenu à communiquer au gouvernement provincial et aux administrations municipales leurs expériences de la pauvreté et leurs suggestions pour y mettre fin.
- ✚ Encourager les gens à faible revenu à prendre part aux consultations organisées par le gouvernement ontarien en matière de réduction de la pauvreté et continuer à réclamer une stratégie efficace de réduction de la pauvreté à l'échelon provincial.
- ✚ Encourager et appuyer la population à faible revenu de façon à assembler une vaste base de soutien à la réduction de la pauvreté dans leurs collectivités.

Au début de 2008, le CASR et Campagne 2000 ont travaillé avec Chris Cavanagh, du Catalyst Centre, à la mise sur pied d'un atelier destiné à lancer le projet, dans une démarche d'éducation populaire. On trouvera en ligne un **Guide des animateurs de l'atelier** intitulé «Mettre fin à la pauvreté» au

[http://incomeseurity.org/documents/EndingPovertyworkshop-FINAL\\_French\\_002.pdf](http://incomeseurity.org/documents/EndingPovertyworkshop-FINAL_French_002.pdf) .

De mai à septembre 2008, le CASR et Campagne 2000 ont organisé 10 ateliers dans nos 10 collectivités partenaires. Un atelier additionnel a eu lieu à Ottawa pour entendre la communauté francophone, et nous avons intégré à notre rapport des données issues d'une version pilote de l'atelier, organisée au Centre communautaire d'alimentation The Stop, à Toronto. En tout, notre processus a impliqué 290 personnes ayant une expérience de première main de la pauvreté, y compris des personnes handicapées, des Autochtones, des mères seules, des gens de collectivités racisées, des nouveaux et nouvelles immigrant-es, des francophones, des hommes célibataires, des aîné-es, des jeunes, des travailleuses et travailleurs à faible revenu et des personnes assistées sociales.

On a demandé aux participant-es à cet atelier :

***Qu'est-ce qui cause la pauvreté dans votre vie? Et que faut-il faire pour y mettre fin?***

***À quoi ressemblerait votre vie si, en vous éveillant demain, vous ne viviez plus dans la pauvreté?***

***Quelles mesures doivent prendre le gouvernement, les entreprises, les communautés et les individus pour mettre fin à la pauvreté en Ontario?***

***Quels sont les enjeux que vous souhaitez le plus aborder dans votre collectivité?***

Invité-es à travailler en petits groupes, les participant-es devaient mettre en commun leurs expériences et les suggestions discutées. Ces informations ont été recueillies sur des notes auto-collantes et compilées dans des rapports régionaux, qui ont été communiqués à nos partenaires de projet et aux participant-es à l'atelier. Les résultats de ces 12 rapports ont été regroupés par thèmes dominants et publiés dans le présent rapport, pour servir lors de la deuxième année du projet. On souhaite ainsi convaincre les députés provinciaux et le gouvernement de l'Ontario d'investir dans leur stratégie de réduction de la pauvreté et d'en étendre la portée, tout en apportant plus de soutien aux initiatives anti-pauvreté locales.



**Pour plus de renseignements sur le projet «Mettre fin à la pauvreté», veuillez contacter:**

Jacque Maund, Campagne 2000 Ontario. N° de tél.: 416-595-9230, x 241

Dana Milne, Centre d'action pour la sécurité du revenu. N° de tél.: 1-866-245-4072, x 5151

**Ce projet jouit d'un financement de la Metcalf Foundation.** Divers aspects du projet ont également été financés par le Comité consultatif provincial en matière d'apprentissage et par Legal Aid Ontario / Aide juridique Ontario.